

SYRIE

L'ONU enquête sur les armes chimiques sur fond de tractations pour une intervention armée

Des experts de l'ONU se sont rendus, hier, sur le site d'une attaque présumée à l'arme chimique près de Damas, malgré les tirs essuyés par leur convoi, sur fond de tractations internationales concernant une possible intervention militaire contre le régime.

Fustigeant les allégations de l'opposition et de certaines capitales occidentales concernant un usage présumé de gaz toxiques, le président syrien Bachar al-Assad a mis en garde contre toute intervention étrangère, l'estimant vouée à l'échec.

Après avoir essuyé des tirs, les enquêteurs de l'ONU sont finalement parvenus à se rendre à Moadamiyat al-Cham, une localité au sud-ouest de Damas tenue par les rebelles et cible mercredi, selon l'opposition, d'une attaque à l'arme chimique par le régime. «Ils ont visité le centre du Croissant-Rouge où ils se sont entretenus avec des médecins» et avec «des personnes atteintes des effets des armes chimiques et des proches de martyrs», a déclaré à l'AFP via Skype Abou Nadim, un militant de la province de Damas.

Dans des vidéos diffusées sur internet, les inspecteurs sont apparus dans ce qui ressemble à un hôpital de fortune, portant des casques bleus. Ils sont rentrés dans leur hôtel de Damas en fin d'après-midi. Un peu plus tôt dans la journée, ils avaient dû rebrousser chemin, le premier véhicule de l'équipe ayant «été délibérément touché à plusieurs reprises par des tirs de snipers non identifiés», avait indiqué un porte-parole de l'ONU dans un communiqué, en ne faisant état d'aucun blessé. Régime et rebelles se sont accusés mutuellement de ces tirs. Répondant aux accusations sur un recours aux armes chimiques, le président Assad

a estimé qu'il était «contraire au bon sens» de pointer du doigt son régime avant l'enquête. Il a aussi prévenu qu'en cas d'intervention militaire, «les Etats-Unis essuieraient un échec».

«Les menaces occidentales de frappe contre la Syrie entrent dans le cadre des pressions psychologiques et politiques (...), mais nous sommes prêts à faire face à tous les scénarios», a par ailleurs affirmé à l'AFP un haut responsable au sein des services de sécurité syriens. Ces déclarations sont intervenues en pleines tractations sur une possible action militaire étrangère.

Le chef de la diplomatie britannique William Hague a estimé qu'il était «possible» de répondre à l'usage d'armes chimiques sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, tout en refusant de «détailler les options militaires» envisagées par les Occidentaux. Redisant sa conviction que le régime avait utilisé des armes chimiques le 21 août, il a jugé qu'une intervention serait possible pour des motifs de «détresse humanitaire».

Le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel a déclaré pour sa part que les forces américaines étaient prêtes à agir si nécessaire. «Il y a des signes forts en direction de l'utilisation d'armes chimiques» par le régime syrien, a affirmé un responsable américain aux journalistes voyageant avec M. Hagel. Un autre responsable américain a affirmé à l'AFP que l'autorisation de Damas pour l'enquête — quatre jours après



Photo : DR.

l'attaque présumée — arrivait «trop tard pour être crédible, notamment parce que les preuves disponibles ont été largement altérées par les bombardements continus menés par le régime». Pour autant, la Maison Blanche a démenti des informations du quotidien britannique *Telegraph* affirmant que Washington et Londres s'apprêtaient à lancer une action militaire commune «dans les prochains jours». Pour le chef de la diplomatie française Laurent Fabius, les pays occidentaux décideront d'une réaction «arbitrée dans les jours qui viennent», tandis que la Turquie s'est dite prête à rejoindre une coalition contre la Syrie, même sans consensus à l'ONU.

Selon des experts, les pays occidentaux pourraient mener des frappes chirurgicales contre des intérêts stratégiques, sans pour autant

s'engager dans une intervention de longue durée. Mais la Russie, puissante et fidèle alliée du régime, a mis en garde contre une intervention militaire sans aval du Conseil de sécurité de l'ONU, estimant qu'elle serait «dangereuse». Son chef de la diplomatie, Sergueï Lavrov, a souligné que les Occidentaux étaient incapables de fournir des «preuves» concernant l'utilisation présumée d'armes chimiques. Autre allié du régime syrien, l'Iran a mis en garde les Etats-Unis contre de «dures conséquences» en cas d'intervention, alors qu'un groupe palestinien, le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, a menacé de représailles.

La Chine a préconisé elle la «prudence, afin d'éviter toute ingérence». L'Allemagne a de son côté indiqué qu'elle approuverait une éventuelle

«action» de la communauté internationale si l'usage d'armes chimiques en Syrie était confirmé, tandis que l'Arabie saoudite exhortait le Conseil de sécurité de l'ONU à agir face aux «massacres effroyables» commis selon elle par les autorités syriennes.

Hier, de hauts responsables militaires de pays occidentaux et musulmans devaient entamer une réunion de deux jours en Jordanie pour discuter «des scénarios» possibles après les «dangereux développements» en Syrie, selon Amman. Cette réunion devait rassembler entre autres le chef d'état-major inter-armées américain, le général Martin Dempsey.

Sur le terrain, les rebelles ont marqué un point hier en coupant la seule route d'approvisionnement de l'armée vers la province septentrionale d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

ÉGYPTE

Les Frères musulmans renouent avec les méthodes de la clandestinité

Eviter téléphone et internet, changer souvent de résidence et se fondre dans la foule : les militants des Frères musulmans en Égypte, rompus à la clandestinité, retrouvent les réflexes d'antan face à la répression.

Depuis que l'armée a dispersé dans le sang les manifestants islamistes qui ont campé pendant plus d'un mois sur deux places du Caire, plus de 1 000 personnes ont été tuées et plus de 2 000 membres des Frères musulmans, la confrérie dont ils sont issus, ont été arrêtés.

«On est revenu au contact direct après avoir banni le téléphone et l'internet qui permettent de nous localiser», explique à l'AFP Aïcha, une militante de la région d'Alexandrie, dans le Nord, qui se présente sous un faux prénom, par sécurité.

Elle assure que son père, un cadre des Frères musulmans, a plongé dans la clandestinité de peur d'être arrêté. «C'est pire que sous Moubarak», assure-t-elle en invoquant l'ex-président Hosni Moubarak, qui a régné plus de 30 ans sur l'Égypte avant d'être renversé début 2011 par une révolte populaire.

«Car en plus de la violence de la police, il y a l'hostilité des gens. Beaucoup ne veulent même plus avoir de voisins Frères musulmans, mais il y a heureusement ceux qui sympathisent avec nous», dit Aïcha.

«Aucun de nos dirigeants ne passe deux nuits de suite au même endroit», confirme un autre militant islamiste, de la ville de Tanta, au sud du Caire, assurant s'appeler Ahmed. La vague de répression a touché la tête de la confrérie avec l'arrestation le 20 août de son Guide suprême, Mohamed Badie, et, quelques jours

auparavant, de ses adjoints et de plusieurs cadres de premier plan. La confrérie s'est empressée de nommer un Guide suprême par intérim, Mahmoud Ezzat, qui a la réputation d'un dur, mais qui n'a jusqu'ici fait aucune apparition en public.

Selon des responsables des services de sécurité, le nombre d'arrestations parmi les membres des Frères musulmans «dépasse les 2 000» depuis 12 jours mais

un avocat proche de la confrérie, Me Ismaïl Wichahi, affirme avoir recensé «plus de 8 000 militants sous

les verrous». En outre, des dizaines de permanences du mouvement ont été saccagées à travers le pays par la population, hostile dans sa majorité à la confrérie islamiste.

L'armée a destitué et arrêté M. Morsi le 3 juillet en invoquant les millions d'Égyptiens qui avaient manifesté trois jours plus tôt pour réclamer son départ. Et, depuis, le gouvernement intérimaire et les médias affirment quasi-unaniment que l'Égypte mène «une guerre contre les terroristes», à propos des Frères musulmans. Alors que la confrérie pouvait mobiliser dans tout le pays des centaines de milliers de manifestants avant l'assaut sanglant de l'armée le 14 août, leurs rassemblements sont devenus rachiitiques depuis la disper-

sion de leurs rassemblements au Caire. Outre que les mots d'ordres circulent désormais de bouche à oreille uniquement, la confrérie ne peut plus affréter, en raison de l'état d'urgence, les bus qui d'ordinaire faisaient converger des milliers de partisans vers les grandes villes, en particulier Le Caire. Mais certains experts n'enterrent pas si vite les Frères musulmans, un mouvement vieux de 85 ans qui cultive le mystère.

«La confrérie est certes déstabilisée mais contrôle toujours ses finances, et la plus grande partie de ses militants sont en liberté», relativise Achraf al-Charif, professeur de sciences politiques à l'Université américaine du Caire, pour qui l'habitude de la clandestinité pourrait revi-

gorer le mouvement sur le long terme. «En tant qu'organisation fermée et secrète, la confrérie est capable de résister à la vague de répression et à se réorganiser rapidement», estime Haitham Abou Khalil, un ancien membre.

Un militant de Port-Saïd, dans le nord, affirme que son mouvement continue de mobiliser même s'il a perdu ses permanences. «Nous agissons à nouveau en contact direct avec la population et on n'a pas besoin de bureaux pour le faire», explique-t-il. Les Frères musulmans ont été pourchassés sous le président Gamal Abdel Nasser et interdits mais tolérés par ses successeurs qui s'en étaient servis pour combattre les courants nationalistes et de gauche.

ÉTATS-UNIS- RUSSIE

Snowden avait passé plusieurs jours au consulat russe à Hong Kong

Edward Snowden, qui a obtenu un asile temporaire en Russie, avait passé plusieurs jours au consulat russe à Hong Kong avant de se rendre à Moscou dans l'espoir de rejoindre un pays d'Amérique latine en passant par Cuba, a rapporté hier le quotidien russe Kommersant.

Selon *Kommersant*, citant des «sources informées», l'ex-consultant du renseignement américain n'a cependant jamais pris le vol pour La Havane car les autorités cubaines, sous la pression des Etats-Unis, ont informé Moscou que le vol d'Aeroflot ne serait pas autorisé à atterrir s'il transportait M. Snowden. Une source a précisé que Cuba, ainsi que d'autres pays, avaient été informés par Washington qu'il y aurait des «conséquences fâcheuses» s'ils aidaient M. Snowden. D'après une source au sein de l'administration russe, également

citée par le journal, le fugitif américain a décidé lui-même de contacter des représentants russes pour leur expliquer qu'il souhaitait se rendre dans un pays d'Amérique latine, en passant par Moscou et Cuba. Cette source a précisé que M. Snowden était resté deux jours au consulat russe à Hong Kong.

Selon une autre source, proche de l'ex-consultant du renseignement américain, né le 21 juin 1983, le jeune homme a même fêté ses 30 ans au consulat russe. Ces informations n'ont cependant pas pu être confirmées par Albert Ho, un avocat qui a aidé M. Snowden à Hong Kong. «Tout ce que je peux dire c'est que je n'en ai absolument aucune idée. J'étais seulement son conseiller juridique et je n'étais pas entièrement impliqué dans ses négociations», a-t-il déclaré. L'avocat a par ailleurs démenti que le jeune informaticien ait passé son anniversaire au consulat russe. «Cela ne peut pas être vrai.

Car j'étais là. Cela n'a certainement pas eu lieu au consulat russe», a-t-il dit. L'ancien consultant de l'Agence nationale de la sécurité (NSA), qui a révélé l'ampleur de la surveillance électronique américaine dans le monde, est arrivé le 23 juin à l'aéroport Moscou-Cheremetievo, en provenance de Hong Kong où il s'était rendu après avoir quitté son pays. Mais Edward Snowden n'est ensuite jamais monté à bord du vol Aeroflot en direction de Cuba, sur lequel il était enregistré.

Peu après son arrivée à Moscou, le président Vladimir Poutine avait assuré que la Russie n'y était pour rien et que cette venue était «totale et inattendue». M. Snowden a obtenu début août un asile temporaire d'un an en Russie, après avoir passé plus d'un mois dans la zone de transit de l'aéroport Cheremetievo. Washington a réclamé à plusieurs reprises l'extradition de M. Snowden vers son pays, où il a été inculpé d'espionnage.